

TABLEAU DE BORD DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ÉDITION 2014

Indicateurs et faits saillants

AVANT-PROPOS

Élaboré avec la collaboration de différents ministères et organismes du gouvernement québécois, le Tableau de bord de l'Abitibi-Témiscamingue fête cette année sa dixième édition!

Au fil des mises à jour, ce document a toujours eu pour objectif d'être un outil de référence, de connaissance et d'aide à la planification et à la décision pour les actrices et acteurs de la région. Il a pour finalité de donner un aperçu de l'état général de l'Abitibi-Témiscamingue et de son évolution dans divers domaines du développement au moyen d'une sélection d'indicateurs stratégiques. Il jette ainsi un regard succinct sur la démographie, l'emploi, l'économie, les prestataires, les conditions de vie ainsi que l'éducation.

Cette nouvelle édition, agrémentée d'un nouveau visuel, présente les éléments clés de la région sous la forme de tableaux – à l'échelle des MRC, de la région et du Québec – agrémentés de courts textes.

Dans l'optique d'assurer un suivi annuel et une analyse rigoureuse, l'édition 2014 apporte quelques changements d'indicateurs, notamment dans la section « Conditions de vie et revenu ». Vous y trouverez les données annuelles publiées par l'Institut de la statistique du Québec à l'égard des revenus des ménages et des revenus des travailleuses et travailleurs. Le volet « Habitation » fait aussi son entrée au tableau de bord au moyen du taux d'inoccupation. Deux indicateurs n'ont plus la même source de données et ne doivent donc pas être comparés aux données diffusées dans les éditions antérieures. Il s'agit du taux de population rurale et du taux d'obtention d'un diplôme collégial. Pour terminer, certains indicateurs ont été soustraits de l'analyse en raison de l'indisponibilité des données.

En espérant que cette nouvelle édition aidera à la compréhension des multiples facettes du développement de l'Abitibi-Témiscamingue, nous vous souhaitons une bonne lecture.

Sylvie Bellot, Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Ann Brunet Beaudry, Emploi-Québec, direction régionale Abitibi-Témiscamingue

Mariella Collini, Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

Chantal Perreault, Direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Document produit par l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.
Pour toute information ou tout commentaire, communiquez avec :



Mariella Collini
Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7
Téléphone : 819 762-0774, poste 110
Courriel : mariella@observat.qc.ca

Ce document est disponible en version électronique sur le site Web de l'Observatoire : observat.qc.ca

CE QUE L'ON TROUVE DANS L'ÉDITION 2014

Avant-propos	1
Démographie	2
Marché du travail	3
Prestataires	4
Économie	5
Conditions de vie et revenu	6
Éducation	7
Glossaire	8

CE QU'IL FAUT RETENIR DE L'ÉDITION 2014

À première vue, les données contenues dans l'édition 2014 du Tableau de bord révèlent une situation régionale tout aussi favorable que celle présentée dans l'édition 2013.

- L'évolution démographique de la région se poursuit sur une belle note : une augmentation de la population associée à un solde migratoire qui a réussi à contenir les départs.
- L'année 2013 s'est clôturée avec de nouveaux sommets de performance au chapitre du marché du travail.
- Le nombre d'adultes ayant eu recours aux programmes d'aide financière de dernier recours s'est maintenu.
- Tant pour les ménages que pour les travailleuses et travailleurs de la région, on note des revenus à la hausse, dépassant ceux de la moyenne du Québec.
- Au nombre des préoccupations, la part de personnes seules et de familles monoparentales à la hausse, le taux de décrochage scolaire qui demeure élevé et tend même à augmenter ainsi qu'un très faible taux d'inoccupation des logements, signe d'un marché locatif sous tension.

DÉMOGRAPHIE



LES FAITS SAILLANTS

	MRC Abitibi	MRC Abitibi-Ouest	Ville de Rouyn-Noranda	MRC Témiscamingue	MRC Vallée-de-l'Or	Abitibi- Témiscamingue	Québec
Population totale en 2013¹	24 820	21 048	41 904	16 346	43 813	147 931	8 155 334
2012	24 670	21 072	41 630	16 328	43 620	147 320	8 084 059
2011	24 551	21 131	41 439	16 279	43 283	146 683	8 007 656
Variation de la population 2013/2012	0,6%	-0,1%	0,7%	0,1%	0,4%	0,4%	0,9%
Solde migratoire interrégional 2012-2013²							
Entrées	841	564	1 372	427	1 392	2 424	n.a.
Sorties	793	666	1 316	423	1 403	2 431	n.a.
Solde migratoire net	48	-102	56	4	-11	-7	n.a.
Population féminine 2013¹	12 203	10 290	20 751	8 071	21 313	72 628	4 104 799
Population masculine 2013¹	12 617	10 758	21 153	8 275	22 500	75 303	4 050 535
Population de 0-14 ans (2013)¹	4 100	3 394	6 486	2 695	7 286	23 961	1 253 932
2013	16,5%	16,1%	15,5%	16,5%	16,6%	16,2%	15,4%
2008	17,3%	16,6%	16,1%	17,7%	17,6%	17,0%	15,9%
Population de 15-24 ans (2013)¹	3 096	2 306	5 800	1 771	5 744	18 747	1 013 025
2013	12,5%	11,0%	13,8%	10,8%	13,1%	12,7%	12,4%
2008	13,4%	12,3%	14,3%	11,7%	13,5%	13,3%	12,8%
Population de 25-44 ans (2013)¹	6 105	4 777	10 559	3 669	10 982	36 092	2 166 617
2013	24,6%	22,7%	25,2%	22,4%	25,1%	24,4%	26,6%
2008	25,7%	23,6%	26,0%	24,6%	25,9%	25,4%	27,6%
Population de 45-64 ans (2013)¹	7 700	6 757	12 583	5 303	13 453	45 796	2 366 499
2013	31,0%	32,1%	30,0%	32,4%	30,7%	31,0%	29,0%
2008	30,9%	31,9%	30,3%	30,7%	30,5%	30,7%	29,2%
Population 65 ans et plus (2013)¹	3 819	3 814	6 476	2 908	6 318	23 335	1 355 261
2013	15,4%	18,1%	15,5%	17,8%	14,4%	15,8%	16,6%
2008	12,7%	15,7%	13,3%	15,3%	12,5%	13,6%	14,6%
Âge moyen (2013)¹	40,8	42,6	40,7	42,5	40,2	41,0	41,3
Indice synthétique de fécondité³							
2009-2011	1,99	2,09	1,93	2,18	2,09	2,03	1,73
Taux de population rurale (2013)⁴	48,4%	51,0%	28,2%	84,1%	33,3%	42,5%	n.d
Population totale autochtone (2013)⁵	1 007	0	0	4 017	2 430	7 454	82 457
2012	996	0	0	3 916	2 381	7 293	80 785
2011	961	0	0	3 639	2 298	6 898	76 378
Variation 2013/2012	1,1%	-	-	2,5%	2,0%	2,2%	2,0%

Sources

¹ Statistique Canada, division de la démographie. Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques.

Estimations démographiques provisoires pour 2013 révisées pour 2012 et 2011, produites en février 2014.

² Institut de la statistique du Québec, exploitation du fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). n.a. : Le solde migratoire interrégional ne se calcule pas à l'échelle de la province.

³ Ministère de la Santé et des Services sociaux, fichier des naissances. Traitement fait par l'Infocentre de santé publique du Québec.

⁴ Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques. Estimation de la population des municipalités du Québec au 1^{er} juillet 2013, produites en février 2014.

⁵ Ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. Registre des Indiens au 31 décembre 2013. Le registre des Indiens comprend les résidents et les non-résidents des réserves et des établissements autochtones.

nd : donnée non disponible.

Selon les chiffres les plus récents, l'Abitibi-Témiscamingue comptait 147 931 personnes en 2013, soit 0,4 % de plus qu'en 2012. Quatre MRC enregistraient aussi des gains inférieurs à 1 %, tandis qu'une infime diminution de 0,1 % était observée dans la MRC d'Abitibi-Ouest. Le Québec affichait pour sa part une croissance démographique légèrement plus élevée au cours de la même période, avec une augmentation de sa population de 0,9 %.

Contrairement à l'année précédente, le bilan des entrées et des sorties dans la région s'est soldé par une très légère perte, celle de 7 personnes. À l'échelle des MRC, la ville de Rouyn-Noranda et la MRC d'Abitibi se démarquaient avec des soldes positifs d'une cinquantaine de personnes. À l'inverse, la MRC d'Abitibi-Ouest se différenciait avec un solde négatif de 102 personnes.

Comme l'indique la distribution de la population selon l'âge en 2008 et en 2013, le vieillissement se poursuit graduellement au Québec comme dans la région. Ainsi, la proportion de jeunes de moins de 15 ans et d'adultes de 25 à 44 ans diminue sur tout le territoire. À l'inverse, le pourcentage de personnes âgées de 45 à 64 ans et de 65 ans et plus augmente progressivement. L'âge moyen continue également de s'élever. Il a atteint 41,0 ans dans la région et fluctue entre 40,2 ans et 42,6 ans dans les MRC.

La fécondité apparaît stable dans la région et demeure supérieure à celle du Québec. De fait, l'indice synthétique de fécondité (ISF) (ou nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer) se situait à 2,03 en Abitibi-Témiscamingue pour la période 2009 à 2011 comparativement à 1,73 au Québec. Dans la région, la MRC du Témiscamingue continue de se démarquer avec un ISF dépassant le seuil de 2,1 nécessaire au remplacement des générations (2,18). Dans les autres MRC, l'ISF varie entre 1,93 et 2,09, des valeurs moindres, bien que supérieures à celle du Québec.

Avec une hausse de 2,2 % de 2012 à 2013, la population des sept communautés des Premières Nations présentes dans la région continue de s'accroître à un rythme un peu plus soutenu que le reste de la population. En 2013, elles comptaient plus de 7 400 personnes, ce qui représente 5 % de l'ensemble des personnes résidant dans la région. Plus de la moitié des Autochtones sont rattachés à l'une des communautés du Témiscamingue (54 %), près du tiers à celles de la Vallée-de-l'Or et les autres à Pikogan (14 %) dans la MRC d'Abitibi.

MARCHÉ DU TRAVAIL

	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE				QUÉBEC			
	2011	2012	2013	Variation (2013/2012)	2011	2012	2013	Variation (2013/2012)
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL								
Taux d'activité	65,8%	63,4%	67,3%	3,9 points	65,2%	65,1%	65,2%	0,1 point
Hommes	70,2%	67,2%	71,4%	4,2 points	69,5%	69,3%	69,5%	0,2 point
Femmes	61,2%	59,5%	62,9%	3,4 points	61,0%	60,9%	61,0%	0,1 point
Taux de chômage	7,5%	6,4%	7,3%	0,9 point	7,8%	7,8%	7,6%	-0,2 point
Hommes	8,4%	7,4%	8,7%	1,3 points	8,4%	8,5%	8,3%	-0,2 point
Femmes	6,6%	5,4%	5,3%	-0,1 point	7,0%	7,0%	6,8%	-0,2 point
Taux d'emploi	60,8%	59,3%	62,4%	3,1 points	60,1%	60,0%	60,3%	0,3 point
Hommes	64,3%	62,3%	65,0%	2,7 points	63,6%	63,5%	63,7%	0,2 point
Femmes	57,2%	56,3%	59,6%	3,3 points	56,7%	56,7%	56,9%	0,2 point
Emploi selon le statut	71 500	69 900	73 600	5,3%	3 953 600	3 984 400	4 032 200	1,2%
Temps complet	58 800	58 800	58 300	-0,9%	3 194 000	3 230 700	3 258 200	0,9%
Temps partiel	12 700	11 100	15 300	37,8%	759 600	753 700	774 000	2,7%
Hommes	39 200	36 500	39 700	8,8%	2 067 800	2 083 000	2 110 000	1,3%
Temps complet	34 800	33 600	35 600	6,0%	1 800 700	1 822 400	1 838 700	0,9%
Temps partiel	4 400	2 900	4 100	41,4%	267 100	260 500	271 300	4,1%
Femmes	32 300	33 400	33 900	1,5%	1 885 800	1 901 400	1 922 200	1,1%
Temps complet	24 000	25 200	22 700	-9,9%	1 393 300	1 408 300	1 419 500	0,8%
Temps partiel	8 300	8 200	11 200	36,6%	492 500	493 100	502 700	1,9%
Emploi dans l'ensemble des industries	71 500	69 900	73 600	5,3%	3 953 600	3 984 400	4 032 200	1,2%
Secteur de la production de biens	22 200	22 900	20 100	-12,2%	847 200	859 600	861 800	0,3%
Agriculture	—	1 500	—	..	57 000	56 800	54 500	-4,0%
Foresterie et exploitation forestière	1 500	—	—	..	12 500	12 800	13 600	6,3%
Extraction minière	8 200	8 400	6 300	-25,0%	20 000	20 500	16 900	-17,6%
Services publics	—	—	—	..	31 400	24 500	31 500	28,6%
Construction	4 000	4 400	4 000	-9,1%	237 500	244 300	257 800	5,5%
Fabrication	6 200	6 700	7 300	9,0%	487 400	498 900	486 600	-2,5%
Secteur des services	49 300	47 000	53 500	13,8%	3 106 400	3 124 800	3 170 400	1,5%
Commerce	12 100	11 700	12 100	3,4%	643 900	629 700	637 100	1,2%
Transport et entreposage	3 300	2 800	4 200	50,0%	178 300	173 700	177 300	2,1%
Finance, assurances, immobilier et location	2 900	2 400	2 700	12,5%	225 000	220 700	227 100	2,9%
Services professionnels et techniques	2 600	1 900	3 600	89,5%	304 100	296 900	303 600	2,3%
Services aux entreprises et bâtiments	2 100	—	2 700	..	145 100	147 100	150 800	2,5%
Services d'enseignement	4 600	4 400	4 600	4,5%	275 000	296 000	284 400	-3,9%
Soins de santé et assistance sociale	9 400	9 700	11 700	20,6%	511 700	529 200	557 000	5,3%
Information, culture et loisirs	1 500	2 300	1 600	-30,4%	164 900	185 600	187 700	1,1%
Hébergement et restauration	4 900	3 700	5 300	43,2%	252 400	237 300	249 400	5,1%
Autres services	2 800	3 400	2 200	-35,3%	170 100	176 000	171 400	-2,6%
Administrations publiques	3 200	3 400	2 700	-20,6%	235 900	232 500	224 700	-3,4%



LES FAITS SAILLANTS

Au chapitre du marché de travail, l'Abitibi-Témiscamingue affiche une fois encore un bilan positif. D'abord, après un léger recul de l'emploi en 2012, signalons que la région a renoué avec la croissance au cours de l'année 2013. Effectivement, au net, 3 700 emplois ont été créés dans la région, élargissant le bassin de main-d'œuvre à 73 600 personnes occupées. Du coup, cette nouvelle marque devient la meilleure des vingt-cinq dernières années. Avec une hausse de l'emploi de 5 % entre 2012 et 2013, le dynamisme du marché du travail régional se démarque d'une manière toute particulière par rapport à celui de l'ensemble du Québec (1 %).

Ensuite, comme nous le remarquons depuis 2005, le taux de chômage régional est demeuré sous la barre du 10 %. Malgré une augmentation de 0,8 point de pourcentage, le taux de chômage s'est fixé à 7,3 % en 2013. Quant aux taux d'activité et d'emploi, ils ont enregistré une hausse par rapport à 2012 et deviennent, avec respectivement 67,3 % et 62,4 %, les meilleurs taux enregistrés depuis 1987. De surcroît, ces taux sont supérieurs à ceux enregistrés à l'échelle québécoise, tant pour les hommes que pour les femmes.

L'analyse des données signale que les emplois créés entre 2012 et 2013 l'ont surtout été à temps partiel (4 200 nouveaux emplois contre un recul de 500 emplois à temps complet). La grande majorité des emplois créés chez les femmes l'ont été à temps partiel, alors que l'on note un recul des emplois à temps complet. Du côté de la main-d'œuvre masculine, les emplois créés l'ont été à temps complet et à temps partiel. En bref, la création d'emplois a profité davantage aux hommes qu'aux femmes dans la région : environ 3 200 des 3 700 emplois créés sont occupés par eux.

À partir de l'Enquête sur la population active, le volume d'emplois dans le secteur de la production de biens s'est rétracté en 2013, pour totaliser quelque 20 100 emplois. Il s'agit toujours de près de trois emplois sur dix dans la région. Selon les données disponibles, seul le secteur du manufacturier aurait tiré son épingle du jeu, le secteur de la construction s'étant stabilisé (aux environs de 4 000 emplois) au cours des dernières années. Quant au secteur de la production des services, il a vu son volume faire un bond de 6 500 emplois par rapport à 2012, pour atteindre 53 500 emplois en 2013. La récente conjoncture est particulièrement favorable aux secteurs de la santé, des services professionnels ainsi que du transport.

Source

Les données pour ce volet proviennent de l'Enquête sur la population active (EPA). Traitement : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue. La moyenne annuelle est calculée en additionnant les données de janvier à décembre et en divisant par le nombre de mois concernés. La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies. Notes : — Une population inférieure à 1 500 au Québec représente une estimation non fiable selon les critères de diffusion de Statistique Canada. Les estimations régionales de l'EPA comportent une marge d'erreur supérieure à celle de l'ensemble du Québec : elles doivent être interprétées avec prudence.

PRESTATAIRES

LES FAITS SAILLANTS

	MRC Abitibi	MRC Abitibi-Ouest	Ville de Rouyn-Noranda	MRC Témiscamingue	MRC Vallée-de-l'Or	Abitibi- Témiscamingue	Ensemble du Québec
Adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours							
2013	—	—	—	—	—	5 581	350 175
2012	—	—	—	—	—	5 608	356 682
2011	—	—	—	—	—	6 051	366 227
Variation (2013/2012)	—	—	—	—	—	-0,5%	-1,8%
Adultes prestataires, en pourcentage selon le sexe (2013)							
Hommes	—	—	—	—	—	53,4%	52,6%
Femmes	—	—	—	—	—	46,6%	47,4%
Adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours, selon le programme (2013)							
Programme d'aide sociale (sans contraintes et avec contraintes temporaires)	—	—	—	—	—	2 916	210 772
Programme de solidarité sociale (contraintes sévères et conjoints sans contraintes sévères)	—	—	—	—	—	2 591	136 189
Ménages prestataires de l'aide financière de dernier recours selon la situation familiale (2013)							
2013	—	—	—	—	—	5 109	317 710
Personnes seules	—	—	—	—	—	4 187	248 863
Couples sans enfant	—	—	—	—	—	264	12 508
Familles monoparentales	—	—	—	—	—	522	38 576
Couples avec enfants	—	—	—	—	—	134	16 743
Conjoints d'étudiant	—	—	—	—	—	2	1 020
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)	—	—	—	—	—	5,9%	6,8%

En décembre 2013, on dénombrait 5 507 adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours, soit 39 de plus qu'à la même période l'année dernière (+1,1 %). À titre comparatif, l'ensemble du Québec enregistrait une baisse (-1,3 %) entre décembre 2012 et décembre 2013. Les hommes constituaient une part plus importante que les femmes, situation similaire à l'ensemble du Québec. Dans la région, les prestataires du programme d'aide sociale étaient composés de 2 916 adultes, soit 52,9 % de l'ensemble des prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours, comparativement à 60,7 % pour l'ensemble du Québec. Les 5 109 ménages prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours se composaient à 82 % de personnes seules, à 10 % de familles monoparentales, à 5 % de couples sans enfant et à 3 % de couples avec enfants. Le taux d'assistance sociale des prestataires âgés de 18 à 64 ans se situait à 5,9 %.

Source
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale des programmes d'assistance sociale. Direction de la statistique et de l'information de gestion. Rapport statistique sur la clientèle. Décembre 2013, 2012, 2011. Note : La non-disponibilité des données par MRC s'explique en raison du traitement des dossiers de l'aide financière de dernier recours qui s'effectue en un seul point de service dans la région.



	MRC Abitibi	MRC Abitibi-Ouest	Ville de Rouyn-Noranda	MRC Témiscamingue	MRC Vallée-de-l'Or	Abitibi- Témiscamingue
Établissements en 2012¹	1 026	709	1 512	795	1 506	5 548
Répartition territoriale en 2012	18,5%	12,8%	27,3%	14,3%	27,1%	100,0%
Secteur d'activité de l'établissement en 2012¹						
Agroalimentaire	7,1%	11,1%	1,7%	19,9%	1,9%	6,6%
Forêt, bois et papier	6,0%	3,5%	1,1%	5,0%	2,5%	3,3%
Mines et première transformation des métaux	0,5%	0,4%	2,3%	0,5%	2,9%	1,6%
Services publics et construction	7,6%	5,4%	8,5%	4,4%	7,2%	7,0%
Fabrication (sauf alimentaire, bois et métaux)	3,4%	3,2%	3,0%	2,3%	3,1%	3,0%
Commerce de détail et de gros	15,4%	14,8%	20,9%	13,1%	21,4%	18,2%
Transport et entreposage	7,9%	7,8%	3,5%	6,3%	5,4%	5,8%
Hébergement, restauration et communications et information, industrie culturelle et spectacles	10,0%	10,0%	10,6%	12,1%	11,6%	10,9%
Finances, assurances et services immobiliers	5,9%	6,5%	5,6%	5,7%	5,0%	5,6%
Services professionnels et administratifs	8,4%	5,8%	12,6%	5,5%	10,9%	9,5%
Enseignement, santé et administration publique	15,3%	19,9%	14,2%	15,8%	13,3%	15,1%
Autres services	12,4%	11,6%	16,0%	9,4%	14,8%	13,5%
Taille de l'établissement en 2012¹						
0 à 4 travailleurs	56,8%	55,9%	49,6%	62,3%	46,6%	52,7%
5 à 19 travailleurs	31,3%	33,6%	34,3%	30,4%	35,2%	33,3%
20 à 49 travailleurs	8,1%	6,9%	10,0%	4,9%	11,8%	9,0%
50 travailleurs et plus	3,8%	3,7%	6,1%	2,4%	6,4%	4,9%
Permis de bâtir²						
2013						
Résidentiel	1 225 (33,68 M\$)	481 (14,6 M\$)	1 626 (83,7 M\$)	231 (5,4 M\$)	1 759 (57,7 M\$)	5 322 (195,1 M\$)
Non résidentiel	41 (4,1 M\$)	19 (1,9 M\$)	187 (42,6 M\$)	18 (1,7 M\$)	202 (35,0 M\$)	467 (85,3 M\$)
2012						
Résidentiel	1 299 (37,6 M\$)	441 (9,5 M\$)	2 633 (69,1 M\$)	160 (4,2 M\$)	1 929 (48,8 M\$)	6 462 (169,2 M\$)
Non résidentiel	32 (7,0 M\$)	34 (5,3 M\$)	143 (23,0 M\$)	15 (8,8 M\$)	212 (55,3 M\$)	436 (99,4 M\$)
2011						
Résidentiel	1 217 (24,8 M\$)	448 (10,6 M\$)	2 782 (50,9 M\$)	166 (2,9 M\$)	2 033 (89,0 M\$)	6 646 (178,2 M\$)
Non résidentiel	55 (7,6 M\$)	49 (12,8 M\$)	159 (29,6 M\$)	15 (1,5 M\$)	197 (65,5 M\$)	475 (117,1 M\$)

Investissements en immobilisations dans le privé et le public, 2011-2013

	2011	2012	2013
Abitibi-Témiscamingue	2 028 981 M\$	2 232 088 M\$	1 837 070 M\$
Production de biens	1 273 982 M\$	1 404 232 M\$	1 043 304 M\$
Production de services	399 432 M\$	451 300 M\$	364 006 M\$
Logement	355 567 M\$	376 556 M\$	429 761 M\$
Québec	64 450 800 M\$	69 147 300 M\$	67 207 000 M\$
Production de biens	16 052 100 M\$	18 020 700 M\$	16 413 500 M\$
Production de services	26 101 600 M\$	28 165 400 M\$	28 436 100 M\$
Logement	22 297 100 M\$	22 961 200 M\$	22 357 400 M\$

Sources

¹ Répertoire des établissements d'Emploi-Québec. Compilation réalisée par Emploi-Québec, Direction régionale Abitibi-Témiscamingue, 2013-03-21. Les établissements de cinq employés et plus sont disponibles dans IMT en ligne IMT - Recherche d'entreprises.

² Statistique Canada. Enquête sur les permis de bâtir. Les permis de bâtir incluent les permis de rénovation et de construction.

³ Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable. 2011-2012 : dépenses réelles ; 2013 : dépenses réelles provisoires. Les données sur les dépenses réelles provisoires sont fiables puisqu'elles illustrent des dépenses déjà engagées. Elles sont néanmoins sujettes à des modifications mineures.

En 2012, on recensait 5 548 établissements en Abitibi-Témiscamingue. Plus de la moitié d'entre eux (54,0 %) se situent sur le territoire de la Ville de Rouyn-Noranda et de la MRC de La Vallée-de-l'Or. Dans la région, on retrouve la plus grande proportion d'établissements dans le secteur du commerce de détail et de gros (18,2 %), suivi de l'enseignement, de la santé et de l'administration publique (15,1 %) et des autres services (13,5 %). Une forte présence d'établissements du secteur agroalimentaire se localise dans les MRC d'Abitibi-Ouest et de Témiscamingue. La MRC d'Abitibi se caractérise par l'importance des secteurs forêt, bois, papier et transport, tandis que La Vallée-de-l'Or se distingue par le secteur des mines. La Ville de Rouyn-Noranda est le territoire ayant la plus grande proportion d'établissements des secteurs services publics et construction ainsi que services professionnels et administratifs. La région est composée majoritairement de petites entreprises de 0 à 4 travailleurs (52,7 %). Ensuite, le tiers des établissements de la région regroupent de 5 à 19 travailleurs. Enfin, la proportion d'établissements de 20 à 49 travailleurs se fixe à 9 %, alors qu'environ 5 % comptent 50 travailleurs et plus.

En 2013, 5 789 permis de construction et de rénovation ont été délivrés en Abitibi-Témiscamingue, ce qui représente un recul de 16 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution est liée au ralentissement noté au sein du secteur résidentiel. Or, les territoires du Témiscamingue et de l'Abitibi-Ouest affichent une tendance contraire, avec une augmentation du volume de permis dans le domaine résidentiel. Quant à la valeur totale des permis de bâtir pour la région, elle est plus élevée, passant de 268,6 M\$ en 2012 à 280,4 M\$ en 2013. La valeur des permis étant en très légère régression dans le secteur non résidentiel, c'est plutôt la hausse constatée dans le résidentiel qui explique ce résultat. Seule la Ville de Rouyn-Noranda se distingue favorablement quant à la croissance simultanée de la valeur des permis de bâtir dans les domaines résidentiel et non résidentiel.

En 2013, les investissements en immobilisation des secteurs privés et publics ont totalisé 1,8 G\$ en Abitibi-Témiscamingue. La diminution (-18 %) des investissements enregistrés en 2013 par rapport à 2012 s'explique principalement par le recul enregistré dans les secteurs de la production de biens (-26 %) et de services (-19 %). Malgré la diminution des investissements, le secteur de la production de biens accapare toujours la plus grande part des investissements régionaux (57 % par rapport à 24 % au Québec). Globalement, les perspectives pour 2014 indiqueraient un recul des investissements, avec quelque 11,5 M\$ en moins que le volume total investi en 2013.

CONDITIONS DE VIE ET REVENU

	MRC Abitibi	MRC Abitibi-Ouest	Ville de Rouyn-Noranda	MRC Témiscamingue	MRC Vallée-de-l'Or	Abitibi- Témiscamingue	Québec
Nombre de ménages en 2011¹	10 150	9 015	17 985	7 055	18 375	62 580	3 395 340
Nombre moyen de personne/ménage¹	2,3	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3
Personnes vivant seules en 2011 (nb)¹	2 965	2 700	5 845	2 140	5 825	19 475	1 094 410
2011	12,5%	13,1%	14,6%	13,2%	13,9%	13,7%	14,2%
2006	14,5%	15,1%	17,2%	15,1%	16,4%	16,0%	16,0%
2001	12,5%	12,9%	15,2%	13,4%	15,2%	14,2%	15,2%
Familles ayant au moins un enfant de moins de 18 ans en 2011 (nb)²	2 810	2 325	4 690	1 940	5 015	16 780	885 695
Familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de 18 ans (nb)²	605	445	1 125	495	1 290	3 960	215 160
2011	21,6%	19,1%	24,0%	25,6%	25,7%	23,6%	24,3%
2006	20,4%	17,6%	25,0%	20,1%	25,2%	22,7%	23,7%
2001	18,8%	15,8%	22,8%	17,7%	22,7%	20,4%	22,7%
Taux de monoparentalité féminine avec au moins un enfant de moins de 18 ans²							
2011	74,4%	77,5%	70,7%	69,7%	73,6%	72,9%	76,9%
2006	76,4%	74,1%	76,4%	68,2%	74,5%	74,7%	78,4%
2001	69,6%	72,2%	76,3%	67,9%	77,8%	75,2%	80,7%
Revenu disponible des ménages en 2012³	27 000 \$	25 494 \$	28 966 \$	24 449 \$	29 497 \$	27 794 \$	26 347 \$
2011	26 101 \$	24 167 \$	29 182 \$	23 829 \$	28 275 \$	27 082 \$	25 783 \$
2010	24 783 \$	22 508 \$	26 839 \$	22 305 \$	26 589 \$	25 288 \$	24 914 \$
Revenu d'emploi moyen des travailleurs de 25 à 64 ans⁴							
2012 - Sexes réunis	49 159 \$	48 835 \$	54 615 \$	45 164 \$	54 685 \$	51 922 \$	48 026 \$
2011 - Sexes réunis	46 541 \$	45 609 \$	52 126 \$	42 993 \$	52 007 \$	49 287 \$	46 725 \$
Taux d'inoccupation des logements⁵							
octobre 2013	0,8%	—	0,6%	—	0,1%	0,4%	3,1%
octobre 2012	0,5%	—	0,5%	—	0,0%	0,3%	3,0%
octobre 2011	0,3%	—	0,1%	—	0,2%	0,2%	2,6%

Sources

¹ Statistique Canada, Recensements de 2011. Profil des communautés.

² Statistique Canada, Recensements de 2011, tableau 98-312-XCB2011032.

³ Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable.

⁴ Institut de la statistique du Québec et Revenu Québec. Compilation et traitement : Institut de la statistique du Québec.

⁵ Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Donnée régionale tirée de Desjardins, Études économiques, Survol et prévisions économiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, 2014.



LES FAITS SAILLANTS

En 2011, le nombre de ménages privés a encore augmenté dans la région. Il est passé de 60 880 en 2006 à 62 580 en 2011, une hausse de 2,3 % en cinq ans. La taille des ménages est demeurée inchangée à l'échelle de la région et du Québec, mais elle a légèrement diminué dans trois des cinq territoires de MRC : Abitibi, Rouyn-Noranda et Témiscamingue.

À l'image du Québec, le nombre de personnes vivant seules s'est accru dans la région (5,7 %) entre 2006 et 2011. Les hausses les plus élevées sont observées dans La Vallée-de-l'Or (6,8 %) et en Abitibi-Ouest (6,1 %).

Parmi l'ensemble des familles ayant au moins un enfant de moins de 18 ans, la part des familles monoparentales continue de s'accroître lentement, au détriment des familles constituées de deux parents. Ainsi, en 2011, près d'une famille sur quatre dans la région est monoparentale alors qu'en 2001 c'était plutôt le cas d'une sur cinq. Entre 2006 et 2011, la hausse des familles monoparentales s'est observée dans quatre MRC de la région, particulièrement au Témiscamingue où le pourcentage est passé de 20 % à 26 % en cinq ans seulement.

La majorité des familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de 18 ans est dirigée par une femme. Toutefois, en 2011, le taux de monoparentalité féminine a diminué légèrement dans la région, traduisant une montée de la monoparentalité masculine au cours de la dernière décennie. Cette tendance ne semble pas se présenter au sein des MRC à caractère plus rural (Abitibi-Ouest et Témiscamingue), où le taux de monoparentalité féminine n'a eu de cesse d'augmenter depuis 2001.

La situation qui prévaut au chapitre du revenu est décrite à l'aide du revenu disponible des ménages par habitant. Il s'agit d'un nouvel indicateur qui représente les sommes qui sont concrètement à la disposition des ménages. En 2012, ce revenu totalisait 27 794 \$, ce qui est supérieur à celui qui prévalait au Québec (26 347 \$). Depuis 2008, le revenu disponible des ménages est en hausse constante dans la région tout comme à l'échelle québécoise. La MRC de La Vallée-de-l'Or et la Ville de Rouyn-Noranda enregistraient un revenu disponible des ménages plus élevé que celui de la région.

La situation des revenus tirés d'un travail est analysée au moyen du revenu d'emploi moyen des travailleurs de 25 à 64 ans. Selon la plus récente donnée disponible, les travailleuses et les travailleurs de cette strate d'âge ont gagné, en moyenne, 51 922 \$ en 2012. Leur situation s'est par ailleurs améliorée par rapport à l'année précédente, avec une hausse de 5 %. Il s'agit d'un rythme de croissance plus soutenu que celui observé au Québec (3 %), qui marquait un revenu moyen d'emploi de 46 725 \$.

En 2013, les taux d'inoccupation des logements des agglomérations d'Amos, de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or se situaient sous la barre du 1 %. Rappelons que le ratio de 3 % est communément considéré comme le signe d'un marché locatif en équilibre. Notons que l'agglomération de Val-d'Or marque un taux d'inoccupation frôlant le 0 % depuis 2005.



	MRC Abitibi	MRC Abitibi-Ouest	Ville de Rouyn-Noranda	MRC Témiscamingue	MRC Vallée-de-l'Or	Abitibi- Témiscamingue	Québec
Plus haut certificat, diplôme ou grade (2011)¹	19 575	17 075	33 370	13 310	34 490	117 825	6 474 590
Sans diplôme d'études secondaires	5 690 (29,1%)	6 330 (37,1%)	8 740 (26,2%)	4 270 (32,1%)	10 920 (37,2%)	35 965 (30,5%)	1 436 025 (22,2%)
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	3 645 (18,6%)	2 755 (16,1%)	6 815 (20,4%)	2 505 (18,8%)	7 130 (20,7%)	22 855 (19,4%)	1 404 755 (21,7%)
Certificat ou diplôme d'apprenti ou de métiers	4 615 (23,6%)	3 845 (22,5%)	5 970 (17,9%)	2 905 (21,8%)	7 355 (21,3%)	24 695 (21,0%)	1 049 470 (16,2%)
Certificat ou diplôme collégial	2 895 (14,8%)	2 255 (13,2%)	5 715 (17,1%)	1 965 (14,8%)	4 425 (12,8%)	17 255 (14,6%)	1 075 860 (16,6%)
Certificat ou diplôme inférieur au baccalauréat	730 (3,7%)	485 (2,8%)	1 345 (4,0%)	495 (3,7%)	1 300 (3,8%)	4 360 (3,7%)	305 335 (4,7%)
Grade universitaire (baccalauréat, maîtrise et doctorat)	1 990 (10,2%)	1 400 (8,2%)	4 775 (14,3%)	1 165 (8,8%)	3 365 (9,8%)	12 700 (10,8%)	1 203 155 (18,6%)
Nombre d'écoles primaires et secondaires²	16	10	14	12	18	70	n.d
Écoles avec un indice de milieu socio-économique (IMSE) élevé (8, 9 et 10)	7	5	5	6	15	38	n.d
Effectifs au collégial (automne 2013)³						2 641	n.d
Préuniversitaire						1 109	n.d
Technique						1 532	n.d
Variation (automne 2013/automne 2012)						0,3%	n.d
Effectifs à l'université (automne 2013)⁴						3 299	300 512
Masculin / Féminin						23,2% / 76,8%	42,3% / 57,7%
Variation (automne 2013/automne 2011)						16,5%	5,4%
Taux d'obtention d'un premier diplôme au secondaire⁵							
Cohorte de 2006 (diplômée en 2012-2013)	69,6%	68,1%	70,1%	72,1%	70,0%	69,9%	71,9%
Masculin / Féminin	68,4% / 71,1%	60,4% / 75,9%	63,0% / 77,0%	66,4% / 78,9%	62,0% / 77,9%	63,7% / 76,4%	66,4% / 77,8%
Taux de décrochage en 2010-2011⁶	15,6%	19,6%	16,1%	16,9%	22,7%	18,6%	18,6%
Masculin / Féminin	21,7% / 8,3%	30,2% / 9,2%	21,6% / 11,3%	22,4% / 11,6%	33,9% / 12,4%	26,6% / 10,9%	23,1% / 14,3%
2009-2010	14,0%	22,7%	15,0%	14,1%	19,9%	17,1%	20,1%
Masculin / Féminin	17,0% / 10,3%	29,3% / 16,7%	21,1% / 9,0%	16,7% / 12,2%	28,3% / 11,4%	22,8% / 11,4%	24,8% / 15,6%
Taux d'obtention d'un diplôme collégial⁷							
Cohorte de 2010						48,6%	51,8%
Préuniversitaire / Technique						43,1% / 36,1%	34,4% / 33,9%
Masculin / Féminin						21% / 27%	23% / 30%
Taux d'obtention d'un baccalauréat⁸							
Cohorte de 2007 (diplômée en 2013)						68,5%	70,6%
Masculin / Féminin						61,1% / 71,9%	65,5% / 73,7%

Sources

- ¹ Statistique Canada, Enquête nationale des ménages, 2001. Reproduit et diffusé « tel quel » avec la permission de Statistique Canada.
Adapté de Statistique Canada, Enquête nationale des ménages, 2011. Cela ne constitue pas une approbation de ce produit par Statistique Canada.
- ² Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Indices de défavorisation 2010-2011. Note : Les écoles sont classées sur une échelle allant de 1 à 10, le rang 1 étant considéré comme le plus favorisé et le rang 10 comme le plus défavorisé. Les écoles peuvent regrouper plus d'un bâtiment scolaire.
- ³ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Effectifs primaire et secondaire : les données de la région concernent les commissions scolaires francophones du réseau public seulement (les effectifs public et privé étant inclus pour le Québec).
- ⁴ Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. La somme des données du préuniversitaire et du technique n'égale pas le total, la différence découlant de l'effectif de « l'accueil et transition » et des « hors programme ».
- ⁵ Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Inscriptions à l'automne 2013. Données préliminaires au 24 septembre 2013.
- ⁶ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Diplomation au secondaire – Édition 2013, 2013.
- ⁷ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. La proportion des sortants sans diplôme ni qualification parmi l'ensemble des sortants du secondaire, en formation générale des jeunes. Ces statistiques excluent la population autochtone qui fréquente les écoles fédérales.
- ⁸ Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, mai 2014. Données tirées du système PSEP (Profil Scolaire des Étudiants par Programme) du SRAM (Service régional d'admission du Montréal métropolitain). Les données concernent les étudiants qui sont à leur toute première inscription au collégial. Note : Ne pas comparer les données de diplomation au collégial de l'édition 2014 avec les précédentes éditions en raison du changement de source des données.
- ⁹ Université du Québec (UQ), février 2014. Note : Le taux de diplomation pour le Québec comprend uniquement les universités affiliées au réseau de l'Université du Québec. Le taux de diplomation englobe uniquement le baccalauréat.

Sur le plan éducatif, la population de l'Abitibi-Témiscamingue possède un taux de scolarisation plus faible que la moyenne québécoise. En 2011, 30,5 % de la population âgée de 15 ans et plus n'avait acquis aucun diplôme d'études secondaires par rapport à 22 % au Québec. La part de personnes titulaires d'un diplôme d'études secondaires et de métiers (ou d'apprenti) est légèrement plus marquée qu'au Québec (40 % contre 38 %). À l'inverse, il subsiste un retard sur le plan de la diplomation collégiale et universitaire.

Avec 69,9 %, le taux d'obtention d'un premier diplôme au secondaire chez les jeunes de la région est plus élevé qu'en 2011-2012 (68,8 %). Néanmoins, il s'agit d'un taux nettement inférieur à celui du réseau public québécois, qui est de 71,9 %. Les commissions scolaires de l'Or-et-des-Bois et du Lac-Abitibi ont enregistré une nette amélioration de leur situation alors que les commissions scolaires Harricana et du Lac-Témiscamingue détiennent un taux similaire. Seule la commission scolaire de Rouyn-Noranda accuse un recul significatif.

L'indice de milieu socio-économique (IMSE) permet de suivre la situation de défavorisation dans les écoles. Dans la région, plus de la moitié des écoles primaires et secondaires sont considérées comme défavorisées, une situation qui – sans être la seule – multiplie les risques d'échec scolaire et de décrochage.

Selon les plus récentes données disponibles (2010-2011), 18,6 % des élèves inscrits en formation générale des jeunes dans une école secondaire publique de la région ont abandonné leurs études avant d'avoir obtenu un diplôme ou une qualification. Ce taux est identique à la moyenne provinciale des écoles publiques (18,6 %). À l'inverse de la situation provinciale, le taux de décrochage dans la région a encaissé une hausse de 1,5 point de pourcentage de plus par rapport à 2009-2010. À l'exception de la commission scolaire du Lac-Abitibi, les quatre autres ont affiché une augmentation du taux de décrochage. Les garçons sont proportionnellement deux fois plus nombreux à abandonner leurs études que les filles. Notons que les commissions scolaires du Lac-Abitibi et de l'Or-et-des-Bois enregistrent un taux supérieur à la moyenne régionale et provinciale des écoles publiques.

Avec 48,6 %, le taux de diplomation des nouveaux élèves inscrits au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue ayant obtenu leur diplôme pendant la durée prévue de leurs études est moins élevé que celui enregistré au Québec (51,8 %). La clientèle collégiale, tant féminine que masculine, affiche de moindres taux ici que dans l'ensemble du Québec.

Chiffré à 68,5 %, le taux de diplomation au baccalauréat (après 6 ans) à l'UQAT est inférieur à celui observé pour l'ensemble du réseau de l'Université du Québec, fixé à 70,6 %. Les hommes et les femmes d'ici enregistrent des taux de diplomation inférieurs à ceux de leurs confrères et consœurs du reste du réseau de l'Université du Québec.

GLOSSAIRE

Adulte : Personne qui ne dépend pas d'un parent pour sa subsistance ou personne mineure qui a la charge d'un enfant, qui est mariée ou a déjà été mariée ou qui a obtenu une pleine émancipation par le tribunal.

Aide financière de dernier recours : Aide financière octroyée dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours aux personnes qui n'ont pas de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Elle comble la différence entre les besoins essentiels des ménages et les ressources dont ils disposent. Elle regroupe le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale.

Composition du revenu :

- Revenu moyen d'emploi (population de 15 ans et plus) : Salaires et traitements, revenu net d'un travail autonome et revenu agricole net.
- Transferts gouvernementaux : Pension de sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti, prestations du Régime des rentes du Québec ou du Régime de pensions du Canada, prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi, prestations fiscales canadiennes pour enfants et tout autre revenu (sources publiques).
- Autres revenus : Placements (dividendes, intérêts et autres revenus de placements), pensions d'un régime de retraite et rentes (RÉER et FERR) et autres revenus (pensions alimentaires, bourses d'études, indemnités de fin d'emploi).

Enquête nationale sur les ménages : Pour obtenir des détails au sujet des concepts, des définitions, des univers, des variables et des termes géographiques utilisés dans l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, veuillez consulter le Dictionnaire de l'Enquête nationale auprès des ménages, no 99-000-X au catalogue. Pour des explications détaillées sur les concepts et des renseignements sur la qualité des données, veuillez vous reporter aux guides de référence sur le site Web de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011.

Enquête sur la population active : Enquête mensuelle menée auprès de 428 ménages de la région. L'enquête représente toutes les personnes de 15 ans et plus à l'exception de celles vivant dans des réserves, des membres à plein temps des Forces armées et des pensionnaires d'institutions.

- Population active : Population de 15 ans et plus en emploi ou en chômage.
- Taux d'activité : Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.
- Population occupée : Personnes qui occupent un emploi à temps complet ou partiel.
- Taux d'emploi : Population occupée exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.
- Population en chômage : Personnes sans emploi, mais en recherche active. Comprend les personnes temporairement mises à pied ou qui doivent commencer un nouvel emploi

dans une très courte période.

- Taux de chômage : Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Indice de milieu socio-économique (IMSE) : L'IMSE est constitué de la proportion des familles avec enfants dont la mère n'a pas de diplôme, certificat ou grade (ce qui représente les deux tiers du poids de l'indice) et la proportion de ménages dont les parents n'étaient pas à l'emploi durant la semaine de référence du recensement canadien (le tiers du poids de l'indice).

Indice synthétique de fécondité : Nombre moyen d'enfants qu'auraient les femmes en âge de procréer, résidant dans un territoire donné, dans l'hypothèse où elles seraient soumises aux taux de fécondité par âge observés durant une période donnée.

Investissements privés et publics : Les dépenses en immobilisations portent sur les dépenses brutes (estimées en dollars courants) pour la construction ainsi que la machinerie et les équipements. Les dépenses en réparation sont exclues.

- Industries de production de biens : Agriculture, foresterie et exploitation forestière, extraction minière, fabrication ainsi que construction.
- Industries des services : Services publics, commerces, transport, enseignement, soins de santé, hébergement et restauration, administrations publiques, information et culture, finances et assurances, services administratifs et professionnels, scientifiques et techniques.
- Logement : Seules les dépenses en construction sont incluses.

Ménage privé : Personne ou groupe de personnes occupant un logement privé.

Ménage prestataire de l'aide financière de dernier recours : Appellation générale désignant un adulte seul ou une famille avec ou sans enfants.

Permis de bâtir : Les permis de bâtir reflètent les intentions de construction des individus, des entreprises et des gouvernements. Le résidentiel réfère à tout bâtiment destiné à l'occupation privée sur une base permanente ou non (construction, transformation, rénovation, etc.). Le non résidentiel réfère à la construction ou à la réfection de bâtiments dans les milieux industriel, commercial et institutionnel. La valeur des permis comprend les dépenses suivantes : matériaux, main-d'oeuvre et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus.

Plus haut certificat, diplôme ou grade : Attestation d'études la plus élevée qu'une personne a obtenue.

- Sans diplôme d'études secondaires : Personnes n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade.
- Grade universitaire : Personnes titulaires d'un baccalauréat,

d'un certificat ou diplôme universitaire supérieur au baccalauréat, d'un diplôme en médecine, en art dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie, d'une maîtrise ou d'un doctorat acquis.

Population autochtone : Le Registre des Indiens est le répertoire officiel identifiant tous les Indiens inscrits du Canada.

Revenu moyen disponible des ménages : Le revenu des ménages par habitant est la somme des revenus des ménages divisée par la population totale du territoire. Le revenu disponible des ménages représente tous les revenus reçus moins les transferts courants versés à des secteurs institutionnels (ex: impôts). Il représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation finale de biens et des services ainsi que pour l'épargne.

Revenu moyen d'emploi des travailleurs : Le revenu d'emploi moyen des travailleurs est obtenu en divisant la somme des salaires avant retenues, des pourboires, des prestations d'assurance-salaire et des revenus nets des entreprises non constituées en société par le nombre de travailleurs. Les travailleurs correspondent aux particuliers ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenus.

Solde migratoire net : Différence entre les entrées en provenance d'une autre région du Québec et les sorties de résidents d'un territoire donné à destination d'une autre région du Québec.

Taux d'assistance sociale (18 à 64 ans) : Proportion de la population qui bénéficie d'un des programmes d'assistance sociale, à savoir le Programme d'aide sociale, le Programme de solidarité sociale et le Programme alternative jeunesse. Pour le Programme alternative jeunesse, on considère seulement les participants avec une allocation jeunesse. Pour éviter tout doublement dans le dénombrement de la clientèle, les participants au Programme alternative jeunesse qui, pour une même période, étaient aussi prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours ne sont comptabilisés qu'une fois.

Taux d'inoccupation des logements : L'Enquête sur les logements locatifs (ELL) est menée à chaque année en avril et en octobre. Elle porte sur un échantillon de logements pris dans tous les centres urbains de 10 000 habitants ou plus. Seuls les immeubles d'initiative privée qui comptent au moins trois logements locatifs et qui sont sur le marché depuis au moins trois mois sont inclus. L'Enquête permet de recueillir des données sur les loyers du marché, les unités disponibles et les unités vacantes pour tous les immeubles compris dans l'échantillon.

Taux de population rurale : Pourcentage de la population vivant dans une municipalité de moins de 2 500 habitants. Pour les villes de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or, on distingue un noyau urbain et un secteur rural. Les municipalités qui ont été regroupées en 2002 sont considérées comme faisant partie du secteur rural et la répartition de la population est basée sur les données du recensement de 2011. Ce taux ne peut être comparé avec celui des années précédentes, car la méthode de calcul et les sources de données diffèrent.

Taux de décrochage : Indicateur considéré comme le plus juste pour estimer un pourcentage fiable de décrocheurs pour une région donnée. Il s'agit de la proportion de sortants sans diplôme ni qualification par rapport au total des sortants. Le sortant sans diplôme est un élève inscrit une année donnée et qui répond aux deux critères suivants :

- Il n'obtient ni diplôme (DES, DEP, AFP, ASP) ni qualification (CFER, ISPJ) durant l'année considérée;
- Il n'est inscrit nulle part ailleurs au Québec durant l'année suivante, ni en formation générale (jeunes ou adultes), ni au professionnel, ni au collégial.

Les sorties sans diplôme ni qualification comprennent des sorties dues à l'émigration hors Québec, à la mortalité et à d'autres causes que le décrochage.

Taux d'obtention d'un premier diplôme au secondaire : Diplomation des élèves de moins de 20 ans qui ont obtenu un premier diplôme au secteur des jeunes ou à l'éducation des adultes. La durée d'obtention du diplôme est calculée sur 7 années. Le DES, le DEP, le CEP (certificat d'études professionnelles) et l'AFP (attestation de formation professionnelle) sont compris dans le taux de diplomation. Seul le premier diplôme obtenu par l'élève est considéré.

Taux d'obtention d'un diplôme au collégial : Parmi les élèves inscrits pour la première fois au collégial, proportion de ceux qui obtiennent un diplôme après la durée prévue des études (deux ans en formation préuniversitaire et trois ans au technique). Seule la première sanction obtenue par l'élève est considérée.

Taux d'obtention d'un baccalauréat : Diplomation après six ans des étudiants nouvellement inscrits au trimestre d'automne à temps complet. Ce taux inclut les diplômés, qu'ils soient diplômés du baccalauréat dans lequel ils ont fait leur inscription initiale ou d'un autre baccalauréat.

Type de contrainte à l'emploi : Les adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours sont répartis selon le programme et selon quatre catégories liées à la contrainte à l'emploi : sans contraintes, avec contraintes temporaires, avec contraintes sévères et conjoints sans contraintes sévères.